

L'ÉGALITÉ DOIT SE GAGNER ici et maintenant

**Union ! Union dans les luttes
pour l'égalité des droits, de traitement,
le respect de notre dignité, nos différences !**

Voilà comment on peut résumer le forum féministe qui s'est déroulé vendredi 3 mars à La Mutualité. Mais cette union se ressentait bien au-delà de ce rendez-vous du vendredi soir ; cette solidarité était inscrite dans chaque expérience de lutte en passant par le témoignage des Galiciennes jusqu'au témoignage de Muguetta Jacquaint sur les conditions de vie des jeunes filles dans un lycée de La Courneuve. Ces témoignages de combat nous montrent que l'on peut gagner et nous donnent envie de continuer.

Actuellement, le gouvernement s'attache à faire voler en éclat le code du travail, à précariser toujours davantage les femmes et les hommes de ce pays, et singulièrement l'ensemble de la jeunesse à travers le CPE. Ce contrat aura pour conséquence d'exacerber les situations de précarité déjà existantes, d'accentuer un mal être déjà fortement ancré comme nous le montrent les événements de novembre dernier.

Face à cette actualité, les jeunes filles ne seront pas épargnées. Voilà trop longtemps qu'elles subissent des inégalités criantes en matière d'emploi : précarité, salaires, parcours professionnel, formation.

La politique de l'emploi de Monsieur De Villepin – au travers des contrats nouvelle embauche, senior, première embauche – a pour but d'institutionnaliser cette précarité de la jeunesse, des femmes.

Afin de faire avancer les conditions de vie des femmes, de toute la jeunesse, il est important pour nous de nous mobiliser "tous ensemble" dans les jours qui vont venir contre le contrat première embauche comme contre la politique libérale du gouvernement.

L'égalité doit se gagner ici et maintenant.

Émilie Lecroq



Éminisme Commu

commission

Droits des femmes/féminisme

MARS 2006

8 mars : l'IVG devient illégale au Dakota
Communiqué de presse du PCF

4ème rencontre de l'Observatoire
départemental contre les violences envers
les femmes de Seine-saint-Denis **Page 2**

Conférence de presse, campagne "La santé
est un droit pour toutes les femmes"
Page 3

Signez la pétition: acheter du sexe
n'est pas un sport

1er avril, toutes et tous à l'Assemblée
nationale à l'appel du CRI **Page 4**

Activité de la commission

Compte-rendu du Forum féministe, forum
des femmes en lutte "

Participation du PCF à la manifestation du
8 mars **Page 5**

Message de Gaëlle Abily **Page 6**

Activité des parlementaires communistes

8 mars, Annie David **Page 7**

Tribune du Congrès, mars 2006 **Page 8**

Agenda **Page 9**

L'IVG devient illégale à la veille de la journée internationale des droits des femmes dans l'État du Dakota, États-Unis

“Le gouverneur de l'État du Dakota du sud a signé une loi rendant illégale l'interruption volontaire de grossesse, même dans les cas d'inceste ou de viol. George W. Bush lui-même a déclaré accepter l'IVG dans les seuls cas de viols, d'inceste ou de danger pour la vie de la mère. Les anti-IVG pourraient ainsi dans un avenir proche saisir la Cour suprême” (extraits de l'HD, semaine du 13 au 22 mars 2006).

Les femmes américaines se mobilisent, nous sommes solidaires de leur combat ici en France. Soyons toutes et tous vigilantes, une initiative contre cette décision, avec toutes les associations, dont la CADAC et le MFPF, devrait être prise dans les prochains jours. Nous vous en informerons dès que nous aurons l'information précise.

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le PCF demande que la lutte contre l'esclavage moderne soit une priorité européenne

Chaque année, le triste constat de l'inégalité entre les hommes et les femmes se répète, avec la célébration de la journée internationale des femmes. En 2006, force est de constater que ce combat est, encore aujourd'hui, pleinement d'actualité.

Les femmes sont particulièrement touchées par la précarité, le sous-emploi, le chômage et la discrimination salariale dans l'ensemble des secteurs d'activité.

Le Parti communiste propose d'instaurer une véritable transparence de l'évaluation de l'égalité, ce qui permettrait de sanctionner pénalement les discriminations au travail. Selon le même principe, en l'absence de réduction sensible des écarts, les entreprises doivent faire l'objet de sanctions financières.

Les femmes sont aussi les premières victimes de violences, notamment conjugales. Lors du forum sur le thème du féminisme du 3 mars dernier, le Parti communiste a exprimé son exigence, avec de nombreuses associations féministes, d'une loi cadre contre toutes les violences faites aux femmes d'ici la fin de l'année 2006.

La lutte contre la marchandisation des corps, l'esclavage moderne et la prostitution, sans criminaliser les prostitué-e-s, doit être une priorité européenne. Le Parti communiste français condamne l'organisation d'un véritable marché du sexe, à l'occasion de la coupe du monde de football 2006 qui se déroulera en Allemagne, dans quelques semaines.

PCF, Paris, le 8 mars 2006

Quatrième rencontre de l'Observatoire départemental contre les violences envers les femmes de Seine-Saint-Denis discriminations et violences sexistes au travail

Marie-George Buffet, et de nombreuses femmes communistes avec elle, ont énormément apprécié cette journée d'échanges et de débats sur ce thème des discriminations et violences sexistes au travail. Journée très attendue d'abord par toutes les associations qui se battent depuis des années, par tous les professionnels et toutes les militantes ensuite. Cette rencontre a permis de faire un point précis des manques, des inégalités ainsi que des actions et des mesures à prendre d'urgence pour que ces situations dramatiques cessent enfin !

De nombreux témoignages ont ému la salle, le théâtre forum a permis de visualiser les drames humains que les femmes vivent au quotidien dans une grande indifférence et les contradictions dans lesquelles femmes et hommes sont.

Il n'est pas possible de résumer une si riche assemblée. Ce que je retire d'une telle journée, c'est la richesse de cet observatoire, c'est la valeur de ce qu'il révèle et bouleverse “rien” que par le fait d'exister... À quand de telles structures partout pour faire voler en éclats cette domination patriarcale qui tue, qui opprime, qui mène au suicide...

Bravo à tous ceux et toutes celles qui font vivre une telle structure en Seine-Saint-Denis.

Cécile Jacquet

CONFÉRENCE DE PRESSE

les étudiants français se mobilisent pour l'accès aux soins des femmes dans les pays du Sud

La campagne vise à mobiliser les étudiants en faveur de l'accès aux soins pour les femmes dans le monde. Initiée par *Équilibres et populations*, cette campagne est coordonnée par l'association étudiante *Déclic*.

Cette conférence de presse, à laquelle le PCF a été convié, a permis de revenir sur un drame humain de grande ampleur : 600 000 femmes meurent de complications liées aux grossesses partout dans le monde, et ce dans la plus grande indifférence. La pénalisation de l'avortement pèse lourdement sur ces comportements et ces vécus. Cela n'émeut personne...

Savez-vous que ?

600 000 femmes – une par minute – meurent chaque année de complications liées à la grossesse, et dix à quinze fois plus en restent handicapées ?

99 % de ces décès maternels surviennent dans les pays du Sud ?

130 millions de femmes ont déjà subi une mutilation sexuelle, et deux autres millions en sont menacées chaque année ?

75% des séropositifs chez les 15-24 ans en Afrique sub-saharienne sont des femmes ?

Il ne s'agit pas là de catastrophes naturelles ni de fatalités mais de fléaux parfaitement évitables si les bonnes décisions politiques sont prises! Et si prendre enfin en compte les femmes était la clé du développement ?

Les problèmes de santé et d'éducation semblent mineurs alors que les organisateurs de la conférence les placent comme majeurs. La culture patriarcale doit être remise en cause.

Deux marraines à cette campagne sont intervenues

Elsa Zylberstein s'indigne de ne pas "arriver à mobiliser, c'est très angoissant".

Calixte Beyala, romancière : "On ne saurait parler du développement d'un pays sans parler de la santé des femmes".

Il est demandé aux étudiants d'aller rencontrer leurs élus locaux et les prochains candidates ou candidats des élections 2007 pour connaître leurs propositions concrètes sur ce problème majeur pour l'avenir de la population. Il leur est demandé de promouvoir la proposition de conditionner la coopération à des indicateurs de moyens pour la santé des femmes.

Prochaines dates de la campagne : le 7 avril, sur tous les campus, à l'occasion de la journée internationale de la Santé.

Cécile Jacquet

FERMETURE EN FRANCE EN 1946 – RÉOUVERTURE EN EUROPE EN 2006
après les jeux d'Athènes, bordels programmés pour la coupe du monde de football
quelle alternative politique ?

venez en débattre avec le CPL (Comite permanent de liaison des associations abolitionnistes)

le samedi 1er avril 2006

14h : colloque à l'Assemblée nationale

18h : proclamation du manifeste, parvis des droits de l'homme

inscription obligatoire

mail : cri.bordeaux@free.fr ou téléphone/fax : 05 56 50 79 62

**signez
la
pétition**

Acheter du sexe n'est pas un sport.

Dites non à la prostitution des femmes pendant la Coupe du monde de football en 2006 !

Du 9 juin au 9 juillet 2006, 12 villes allemandes accueilleront la Coupe du monde de football. 36 millions de spectateurs environ – majoritairement des hommes – sont attendus ; et l'on estime à 40 000 le nombre de femmes "importées" d'Europe centrale et de l'Est vers l'Allemagne pour les "servir sexuellement". L'Allemagne a légalisé le proxénétisme et l'industrie du sexe en 2002. Pourtant, les quartiers réservés ne pourront contenir les milliers de touristes sportifs/sexuels prévus. En prévision de cet afflux, l'industrie du sexe allemande a érigé un gigantesque complexe prostitutionnel en prévision du "boom commercial" durant la Coupe du monde.

"Le football et le sexe vont de pair", déclare l'avocat du nouveau méga-bordel de 3000 m², pouvant accueillir 650 clients masculins, construit à côté du principal stade de la Coupe du monde à Berlin. Sur des zones clôturées de la taille d'un terrain de football, on a construit des "cabanes du sexe" ressemblant à des toilettes, appelées "cabines de prestation". Capotes, douches et parking sont à la disposition des acheteurs avec un souci particulier de protéger leur "anonymat".

Nous, personnes individuelles et organisations concernées, déclarons que : acheter du sexe n'est pas un sport. C'est une exploitation sexuelle qui porte physiquement et psychologiquement atteinte aux femmes, et qui considère leur corps comme une marchandise pouvant être achetée et vendue. Traiter le corps des femmes comme une marchandise viole les standards internationaux du sport qui promeuvent l'égalité, le respect mutuel et la non discrimination. Le président de la FIFA, J.F. Blatt, reconnaît "le rôle prépondérant du sport, et notamment du football comme porteur de messages clairs contre les fléaux qui rongent la société du monde entier". Comment la Coupe du monde de football contribuera-t-elle à éradiquer le fléau de la traite et de l'exploitation sexuelle ? Les hommes d'honneur n'achètent pas du sexe, car ils respectent la dignité et l'intégrité de l'être humain. Non à l'organisation de la prostitution durant la coupe du monde de football !

Nous, signataires de cette déclaration, demandons que les 32 pays participant à la Coupe du monde de football, qui ont ratifié les Conventions et/ou Protocoles contre la prostitution et la traite, s'opposent à la promotion de la prostitution par l'Allemagne, et dissocient publiquement leur équipe de l'industrie de la prostitution. Les membres des équipes de football rendent publique leur opposition à l'exploitation sexuelle des femmes. Le Comité de la FIFA et son président remplissent leur devoirs de responsabilité sociale, en s'opposant au lien établi entre le football et le commerce du sexe. Nous leur demandons de protester contre l'exploitation sexuelle des femmes, auprès du gouvernement allemand et de sa chancelière Angela Merkel, auprès de la Fédération allemande de football et de son président Gerhard Mayer-Vorfelder. Le gouvernement allemand et sa chancelière Angela Merkel, et la Fédération allemande de football et son président Gerhard Mayer-Vorfelder arrêtent la traite des femmes aux fins de prostitution, en décourageant la demande qui favorise la prostitution. Les personnes individuelles et organisations concernées se joignent à cette action en signant cette déclaration de protestation contre la promotion publique de la traite et de la prostitution des femmes.

Pour signer : <http://catwepetition.ouvaton.org>



Forum féministe, Forum des femmes en lutte

250 personnes étaient présentes ce vendredi 3 mars avec Marie-George Buffet au *Forum féministe, Forum des femmes en lutte*, à l'invitation du PCF dans une démarche très partenariale avec de nombreuses associations dont AFRICA 93, le CNDF, la Coordination lesbienne de France, la Coordination féministe pour une autre Europe, *Femmes, genre et mondialisation* d'ATTAC, Femmes solidaires, l'IFE, la Meute, Mix-Cité, la MJC, Ni putes, ni soumises, le réseau féministe *Ruptures* et les formations de gauche : LCR, PS et les Verts.

Une salle comble et chaleureuse, où de nombreuses intervenantes se sont exprimées sur les questions d'emploi et de violences faites aux femmes introduites en théâtre forum par la compagnie NAJE de manière très directe et entraînante.

De nombreuses propositions ont été débattues et des décisions communes ont été prises : appels solennels pour qu'ensemble, syndicats, partis politiques, associations, citoyennes et citoyens, s'engagent résolument :

- pour obtenir enfin l'égalité professionnelle
- pour porter résolument une loi cadre contre toutes les violences faites aux femmes le 25 novembre 2006
- pour gagner l'égalité des droits en faveur des femmes migrantes.

Une soirée réussie où le Parti communiste est apparu rassembleur et force de propositions. Un Forum qui donne envie de poursuivre cette démarche, sous forme d'initiatives multiples plaçant le féminisme au cœur de l'alternative politique.

C'est dans cet esprit qu'une lettre a été adressée à toutes les associations présentes, les partis politiques de gauche, les syndicats, pour faire un bilan de cette initiative et ouvrir des perspectives.

Nous avons également réussi le lancement de la vente de nos tee-shirts : 30 ont été vendus, il a beaucoup plu aux jeunes présents lors de la soirée, alors nous devons à présent lancer la vente militante, un bon de commande est disponible à la fin de ce bulletin.

Pour votre information, notre tee-shirt sera en vente lors de notre congrès.

Enfin, de nombreuses personnes sont venues voir les membres de notre commission nationale pour que le PCF continue à initier de telles rencontres. C'est un grand encouragement pour tous et toutes les communistes qui ont la volonté de se battre sur cette question fondamentale de l'égalité femmes/hommes pour l'exigence d'une société plus humaine.

Manifestation pour le droit des femmes à un emploi stable et décent

Nous étions peu nombreuses, avec Marie-George Buffet, ce mercredi 8 mars 2006 derrière notre banderole, pour porter les valeurs communistes d'une société où les femmes assument leur autonomie économique sans honte et dans la dignité !

De nombreuses initiatives pour célébrer cette journée se déroulaient dans certaines villes et ont mobilisé les plus engagées sur cette question, cela explique certainement le manque de monde.

Nous ne regrettons pourtant pas notre présence solidaire de ce soir-là !

LE CNDF lançait sa campagne "de vrais emplois, du temps pour vivre" pour les femmes, nous devons dans les mois à venir contribuer à cette campagne très concrètement. Nous sommes aux manifestations contre le CPE, d'autres sont encore à construire.

La précarité fait des ravages dans la vie des femmes, tout parti politique qui ne perçoit pas ce drame humain qui n'essaie pas de trouver des solutions concrètes d'urgence, n'est pas selon moi un parti de transformation sociale !

Cécile Jacquet

Gaëlle Abily, vice-présidente du Conseil Régional de Bretagne chargée de l'égalité professionnelle et de la qualité de l'emploi, membre du Conseil national du PCF, n'ayant pu être au Forum du 3 mars dernier, nous fait l'amitié de s'adresser, par le biais de notre bulletin, aux participant-es au forum féministe du 3 mars 2006

Je regrette de ne pas avoir pu, à cette occasion, vous faire partager les enseignements de la première biennale de l'égalité femmes-hommes que le Conseil régional de Bretagne a initiée les 3 et 4 février derniers à Brest.

En effet, la fatalité n'existe pas en la matière. L'inégalité est le produit d'une construction sociale et de choix politiques. Parce que les femmes aussi portent l'Universel, chacun peut agir à sa mesure pour qu'au quotidien l'égalité de salaire devienne une réalité, pour que dans les familles les responsabilités soient mieux partagées, pour que la parité soit réellement mise en oeuvre dans les postes à responsabilité, en politique, dans les associations ou les institutions, pour que les violences faites aux femmes ne soient plus un sujet tabou et soient dénoncées, entendues et combattues avec toute la détermination nécessaire.

Chacun peut agir sans attendre, mais cela ne suffit pas. L'égalité de droits est le résultat de choix politiques de transformation sociale. En ce sens, sa mise en oeuvre relève de la responsabilité des élus, des décideurs, à prendre les mesures collectives indispensables pour que tous ensemble hommes et femmes, citoyen-nes, élu-es, responsables économiques et salarié-es, nous passions enfin de l'égalité de droit à l'égalité de fait. C'est à ce titre que la Région a inscrit l'égalité femmes/hommes parmi ses choix politiques : un choix de civilisation.

Une première pour s'adresser au grand public sur une question rarement débattue à cette échelle, pour rassembler tous ceux qui au quotidien agissent pour l'égalité en Bretagne. Une première expérience de démocratie participative visant à construire des propositions alternatives pour passer de l'égalité de droit à l'égalité de fait.

Pari tenu puisque la Biennale a fait événement. Avec la participation de plus de 900 scolaires (des écoles primaires, collèges, lycées, et universités), ainsi que les personnels éducatifs, c'est la première fois qu'une telle initiative s'adresse en nombre aux jeunes. Les ateliers de formation destinés aux professionnels de la formation, aux entreprises, et aux élus et agents des collectivités territoriales ont accueillis plus de 150 participants. Les différents débats organisés sur des thèmes aussi variés et parfois difficiles que les violences faites aux femmes, l'égalité dans l'entreprise, la parité dans la vie citoyenne... ont fait salle comble. Pendant les deux jours, ce sont plus de 1 500 personnes qui

se sont déplacées à Brest pour participer à cette manifestation. La soirée culturelle de solidarité internationale a réuni plus de 200 personnes autour de l'idée d'une Bretagne ouverte sur l'Europe et le monde développant des coopérations avec les femmes de la planète.

L'idée que l'égalité femmes-hommes concerne chacun d'entre nous, avance.

Ce succès est aussi le résultat d'une démarche politique engagée avec plus de 50 partenaires, visant à rapprocher les citoyen-nes des décisions politiques. Pendant plus de six mois, le programme et les contenus de cette biennale ont été élaborés en construction commune avec des associations, des entreprises, des services de l'État, des universitaires, des syndicalistes...

Enfin, plusieurs engagements ont été pris et votés dans le cadre du budget régional 2006. À l'heure où le chômage baisse non par un excès de création d'emploi mais par baisse démographique, où les emplois créés sont essentiellement des emplois précaires et sous-qualifiés, entraînant le développement des travailleurs pauvres et la précarisation des emplois stables, l'enjeu plus que jamais est l'incitation, l'encouragement à la création d'emplois de qualité, à la formation des salariés, à une réelle égalité de salaire entre les femmes et les hommes, à l'amélioration des conditions de travail. En un mot, à une qualité de l'emploi qui passe par la sécurisation des parcours professionnels. C'est ce que nous visons au travers de la mise en oeuvre en 2006 du dispositif de conditionnalité et évaluation des aides accordées aux entreprises.

Autre priorité de la Région, la lutte contre les violences faites aux femmes par la réalisation d'une enquête qualitative pour rendre visible ce fléau et lever le tabou dans notre région. Sans attendre une politique de prévention sous forme d'éducation à l'égalité est également engagée, auprès des jeunes lycéen-nes, des professionnels de la formation et des bénévoles associatifs.

Enfin les chantiers ouverts en 2006, visant à mettre en oeuvre l'égalité femmes-hommes au sein de l'administration régionale, à mener une politique de formation initiale et continue qui inscrive parmi ses objectifs l'égalité, ou encore à développer l'égalité dans les politiques sportives, culturelles ou touristiques, seront poursuivis.

Après ce premier succès, rendez-vous est pris pour la seconde Biennale fin 2007, pour que la Bretagne qui se bouge pour l'égalité franchisse un nouveau pas vers plus d'humanité et de dignité.



activité des parlementaires

demande d'audition d'Annie David à la présidente de la délégation aux Droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes des partis politiques sur la parité

Extraits de la lettre du 6 février dernier à Madame Gisèle Gautier, présidente de la délégation aux Droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes :

“Attachée, tout comme vous à la place des femmes dans notre société, je souhaite également faire avancer la place des femmes dans toutes les instances et les organisations politiques, en replaçant la parité dans les débats parlementaires.

Monsieur Chirac, dans ses vœux 2006 à la presse, a dit vouloir « franchir une étape nouvelle pour la parité entre les femmes et les hommes, ou entre femmes et hommes », je le cite : « instituer une obligation de parité dans les exécutifs communaux de plus de 3500 habitants, dans les exécutifs régionaux, ainsi que dans la désignation des délégués aux structures intercommunales ». [...] Je propose que les partis politiques et autres organisations soient auditionnés par notre délégation, afin qu'ils nous fassent connaître leurs propositions en la matière.”

Communiqué de presse à l'occasion du 8 mars 2006

La journée du 8 mars, journée internationale des femmes, ne doit pas être considérée comme une fin en soi, mais elle doit permettre à toutes les femmes du monde entier de s'unir d'une seule voix pour pointer du doigt les violences sociales, religieuses, économiques, politiques, qu'elles subissent encore aujourd'hui !

Pour ma part, je fais le rêve fou que cette journée n'ait plus de raison d'être, bien que je mesure l'ampleur du chemin qu'il nous reste à parcourir !

Discriminées, battues, violées, victimes d'esclavage, premières victimes du Sida, les femmes dans de nombreux pays en développement vivent au quotidien les stigmates de l'ignorance et de la pauvreté, luttant chaque jour pour le respect de leurs droits les plus élémentaires !

Et ne nous faisons pas d'illusions : dans notre pays, qui se dit progressiste, un pays censé se caractériser par son engagement à l'égard des droits et libertés, les femmes doivent continuer de lutter pour préserver leurs acquis, améliorer leur condition de vie et accéder à l'équité.

Le gouvernement en place n'a eu de cesse de revenir sur nos acquis sociaux au nom de la sacro-sainte flexibilité et aujourd'hui, avec le CPE et le CNE, il nous donne le coup de grâce ! En effet, face à la menace d'un licenciement pouvant venir à tout moment, comment envisager un seul instant revendiquer le respect de nos droits, comment réagir face au harcèlement ? Premières cibles du chômage, premières concernées par ces nouveaux contrats, les femmes en seront donc les premières victimes !

Cette journée du 8 mars sera encore marquée par l'aggravation de leur condition de vie !

Et, devant ce terrible constat, s'impose de manière brutale cette réalité : nous sommes toutes et tous semblables, et pourtant l'Histoire nous traite comme si nous étions différents.

Malgré tout, je ne perds pas espoir et je continuerai à me battre pour qu'un jour ne soit plus célébrée la journée du 8 mars....car je n'oublie pas que notre combat, ici, alimente l'espoir de tant de femmes sur notre planète !

Annie David

Grenoble, le 7 mars 2006

Françoise Quainquard : rien sans elles

Dernière tribune de discussion : 10 intervenants sur 10 sont des hommes ! Les femmes auraient-elles déserté ? Boudent-elles ? Est-il si difficile de s'exprimer ? Je ne le pense pas. Quand elles se sentent à l'aise, qu'elles sentent que leur parole compte, elles ne s'en privent pas !

On l'a vu lors de la campagne pour le référendum, les femmes étaient bien présentes dans les rencontres publiques, s'intéressaient au débat, étaient attentives aux arguments, se passionnaient dès lors qu'elles étaient en situation de s'appropriier tous les éléments de la confrontation.

Mais leur laisse-t-on assez de place pour, à partir de leur singularité, leur permettre d'investir un espace politique où leur apport soit considéré comme un précieux atout dans ce que nous avons tous ensemble à transformer ?

Les inégalités persistent, il y a même un recul dans la perception de la société à l'encontre des femmes.

Notre parti a à prendre avec beaucoup plus de détermination et de conviction cette question de la place des femmes dans la société et dans notre parti. La parité a été une clé pour aller vers plus d'émancipation humaine pour les femmes, il ne faut surtout pas la banaliser, mais lui donner tous les moyens de se déployer, c'est un pas vers l'égalité. J'ai entendu une parole d'un communiste lors d'un récent conseil départemental qui regrettait qu'au nom de la parité on ait proposé des "potiches" (qualificatif qu'il est impossible de mettre au masculin). Quel mépris !

Et surtout, quelle sous-estimation de nos choix stratégiques :

- place de l'individu,
 - pas d'avancées possibles sans elles,
 - un projet qui les concerne,
- autant d'atouts pour, libres et associées, produire du commun pour changer la vie.

Laurence Cohen, membre de l'exécutif national du PCF, responsable de la commission Droits des femmes/féminisme : coup de colère !

L'emploi est une donnée majeure dans les choix qui sont opérés aujourd'hui par la droite. Les atteintes frontales sont terribles.

Dans ce domaine, comme dans d'autres, le PCF est force de propositions pour contrer ces mauvais coups et ouvrir une alternative politique crédible à gauche.

Un réseau d'action pour sécuriser l'emploi (RAPSE) a été initié par un certain nombre de dirigeants communistes pour constituer "un outil au service des luttes", suite à une décision du Conseil national de notre parti. Or, aucune proposition ne prend en compte la réalité du terrain :

- 82% des emplois à temps partiels sont occupés par des femmes
- les femmes représentent 52% des CDD ; 61,5% des contrats aidés et 51% des chômeurs
- chômage : 10,6% pour les femmes, 8,6% pour les hommes.
- chômage des femmes par catégorie professionnelle : cadres 4%, employées 11%, ouvrières 16%
- au moment de la mobilisation contre le CPE, comment faire abstraction que la majorité des 20% de chômeurs de moins de 25 ans sont des femmes ?

Pourtant, au sein de l'exécutif national, des prises de parole, des notes argumentées sont faites régulièrement.

Pourtant, de nombreux travaux de la commission Droits des femmes/féminisme

alimentent la réflexion (bulletin mensuel, textes sur le site, cycles de formation...).

Pourtant, totalement inscrit dans la politique du Parti, un Forum féministe, le 3 mars dernier, a lancé un appel solennel à l'égalité professionnelle, notamment en matière salariale, de reconnaissance des parcours professionnels et de la formation. Pourtant, des dirigeantes communistes agissent sur le terrain pour donner crédibilité à nos revendications. Un seul exemple, celui de la première Biennale de l'égalité en Bretagne initiée par Gaëlle Abily, vice-présidente du Conseil régional de Bretagne, chargée de l'égalité professionnelle et de la qualité de l'emploi et membre du CN.

Alors peut-on croire qu'il s'agisse d'oublis, d'erreurs ? Ne faut-il pas parler plutôt d'orientation politique, de choix véritablement partagés ?

Écouter poliment les propositions féministes et communistes sans qu'elles nourrissent nos réflexions, nos décisions, ça suffit ! La question posée n'est pas de "féminiser" des substantifs dans nos écrits "citoyennes ou adhérentes" mais de savoir :

- si l'on veut transformer la société en profondeur
- si l'on veut libérer la société du patriarcat comme du capitalisme
- si l'on veut gagner contre la droite avec des choix de gauche en rupture avec les choix ultra libéraux.

Or, pour cela, il faut élargir le rassemblement populaire pour qu'il devienne majoritaire, comme nous y invite un certain 29 mai.

Drôle de façon de s'y prendre, quand on écarte celles qui sont les plus touchées par la politique mise en œuvre par le gouvernement qui, non seulement, fait voler en éclat toutes les solidarités, mais encore restructure la société sur la base d'un projet ultralibéral.

Destruction, restructuration sont à l'œuvre à marche forcée creusant les inégalités, amplifiant l'exclusion, aggravant "la fracture sociale". Nos réponses doivent être à la hauteur des problèmes posés, des besoins à satisfaire. L'égalité femmes/hommes n'est pas un concept abstrait, il doit se décliner dans tous les domaines et singulièrement dans celui de l'emploi jusqu'à y compris notre conception du rôle du travail.

Ayons le courage d'assumer nos choix, débattons-en réellement !

Le féminisme au cœur de l'alternative politique ne peut se traduire par des propositions d'égalité femmes/hommes en simple ajout dans le programme du PCF.

Le Congrès, moment clef de notre réflexion, doit donner le ton afin que cette grande question devienne réalité dans les idées et dans les luttes en étant portée par l'ensemble de nos instances.

Soyons à la hauteur de nos ambitions ! Changer le monde passe par ce combat-là.

23-26 mars

33^e congrès du PCF, Le Bourget

1^{er} avril

Colloque *Quelle alternative politique à la prostitution ?* organisé par le CRI, Assemblée nationale à 14 heures

4 avril

Réunion avec toutes les associations, syndicats et partis politiques pour bilan du Forum du 3 mars et perspectives

Tee-shirts

Des **tee-shirts Égalité** sont à votre disposition. Nous avons pris cette initiative pour deux raisons : rendre plus "visible", plus attractif notre engagement lors de manifestations publiques de tous types dans tous lieux et permettre à notre commission de dégager de l'argent pour le Parti.

Le coût est de 10 euros.

Vous pouvez les commander, par téléphone, auprès de Cécile Jacquet au 01 40 40 12 27 ou nous renvoyer le bon de commande ci-dessous

dans le cadre de l'activité de notre commission, nous alimentons en textes de réflexion deux autres sites que celui du Parti, vous pouvez les consulter.

PGE : www.european-left.org

FORUMS: www.forum-alternative.fr

si vous souhaitez que nous publions les vôtres, vous pouvez également nous les faire parvenir

BON DE COMMANDE tee-shirts *Égalité*

Fédération : _____
nom et adresse

Camarade qui passe commande : _____
nom et prénom, téléphone

nombre

_____ **tee-shirts - taille small à 10 euros** = _____

_____ **tee-shirts - taille large à 10 euros** = _____

Total commande : _____

ci-joint : règlement _____